



Revue de presse



Jeudi 26 Octobre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Communiqué du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, mercredi, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et au débat du projet de loi de finances pour l'exercice 2024, indique un communiqué du Conseil des ministres dont voici la traduction APS:



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le Conseil des ministres approuve le PLF-2024

Le Conseil des ministres a approuvé, mercredi lors de sa réunion sous la présidence du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le projet de loi de finances "PLF-2024" qui a consacré la priorité à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Président de la République: inscrire la réalisation de 250.000 nouveaux logements

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné, lors d'une réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée mercredi, pour l'examen et le débat du projet de loi de finances (PLF-2024), l'inscription de la réalisation de 250.000 nouveaux logements, indique un communiqué du Conseil des ministres.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Douanes algériennes: importantes opérations de saisie dans 4 ports

Les Douanes algériennes ont mené d'importantes opérations de saisie au niveau de quatre (4) ports, après un contrôle minutieux de conteneurs placés en entrepôt sous douane, selon un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD).



Conseil de la nation : Adoption aujourd'hui du texte de loi de finances rectificative pour l'exercice 2023

Le Conseil de la nation tiendra, aujourd'hui, une séance plénière consacrée à l'adoption du texte de loi de finances rectificative pour l'exercice 2023, et la présentation et l'adoption de l'ordonnance régissant les activités physiques et sportives, a indiqué un communiqué de la chambre haute du Parlement.



Conseil des ministres, Abderrahmane Hadeff, économiste, à propos du PLF-2024 : «Des choix stratégiques»

Le PLF-2024 doit comporter toutes les décisions prises, lors des réunions du Conseil des ministres, tant pour le volet social qu'économique, outre la préservation de la souveraineté du pays, par le non-recours à l'endettement.



Souhil Meddah expert en énergie, à propos du taux de change : «Le dinar s'ajuste par rapport au dollar et à l'euro»

Les cotations commerciales du dinar à la Banque d'Algérie pour la période allant du 23 au 25 indiquent que l'euro s'établit à 145,43 dinars algériens pour l'achat et à 145,50 dinars algériens pour la vente. Dans le marché parallèle, le dollar américain est coté à 137,29 et 137,30 dinars algériens pour le même change respectif. Au square Port-Said, l'Euro connaît une tendance haussière, s'échangeant contre 228,00 DA pour l'achat et 230,50 dinars algériens pour la vente.



Politique monétaire : Mieux gérer l'inflation

Des économistes affirment que l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens nécessite des mesures économiques efficaces relatives à la politique monétaire, dans le but de gérer le taux d'inflation et freiner la hausse vertigineuse des prix. Abdelkader Mechdal, professeur d'économie à l'Université d'Alger, affirme que la préservation du pouvoir d'achat du citoyen face à la hausse des prix sur le marché international et à l'instabilité de la situation mondiale, nécessite des mesures de protection dans le domaine de la gestion de la masse monétaire par la Banque d'Algérie qui, selon lui, peut intervenir pour créer une stabilité dans les taux de change, du moins à l'importation.



Eclairage : Résilience

Première annonce majeure du Conseil des ministres consacré à l'examen et au débat du projet de loi de finances 2024, la décision du Président de la République de préserver le pouvoir d'achat des citoyens et de contenir l'inflation. Cet intérêt permanent du Chef de l'état s'est, encore une fois, manifesté hier lors de ce Conseil qu'il a présidé.



Importation de marchandises frauduleuses : Saisies importantes des douanes dans quatre ports

Les Douanes algériennes ont mené d'importantes opérations de saisie au niveau de quatre ports, après un contrôle minutieux de conteneurs placés en entrepôt sous douane, selon un communiqué de la Direction générale des douanes.

Rencontre Douanes opérateurs à Sétif : Soutenir la relance économique

«Accompagner les entreprises pour soutenir la relance économique», est le thème de l'importante journée d'information organisée hier, à l'initiative de la direction régionale des douanes de Sétif en collaboration avec la Chambre de commerce et de l'industrie El Hidhab dans la grande salle du Musée public national en présence des opérateurs économiques de la région, du directeur de la Chambre de commerce et de l'industrie, et des cadres de la Direction régionale des douanes de Sétif qui couvre les wilayas de Jijel, Béjaïa, Msila, Bordj Bou Arreridj et Sétif.



Faïd évoque les subventions

«Le dossier est sur la table du gouvernement»

Maintes fois reportée, la mise en oeuvre de la réforme a toujours rencontré l'hésitation des autorités...



Le dossier de la réforme des subventions généralisée revient au devant de la scène. En réponse aux questions des membres du Conseil de la nation le ministre des Finances, Laâziz Faïd a affirmé hier après-midi que «le dossier de la suppression des subventions généralisées est sur la table du gouvernement». Il a ajouté que «l'article 187 de la loi de finances de 2020 prévoyait la révision de la politique de subvention en s'orientant vers les aides ciblées».



[Conseil des ministres](#)

[250 000 logements inscrits pour 2024](#)

Le projet de loi de finances 2024 n'a introduit aucune nouvelle taxe.

Le président de la République a réuni, hier, un Conseil des ministres consacré à l'examen du projet de loi de finances, (PLF 2024). D'importantes décisions de nature à renforcer le caractère social de l'État et à préserver le pouvoir d'achat du citoyen, ont été prises lors de cette réunion. On retiendra, parmi les mesures allant dans le sens à agir sur l'inflation, la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée au profit des éleveurs de volailles et des produits alimentaires. Une décision à même d'amener les prix à la baisse.



[Le Conseil des ministres examine le PLF 2024 : Le caractère social de l'Etat réaffirmé](#)

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, ce mercredi, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et au débat du projet de loi de finances pour l'exercice 2024, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.



[Subventions ciblées des produits alimentaires : Un data center pour accélérer l'opération](#)

Le ministère des Finances se dotera, à partir du 15 décembre prochain, d'un data center qui permettra d'accélérer le dossier des subventions orientées des produits alimentaires selon les catégories sociales. C'est ce qu'a affirmé, ce mardi, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, dans sa réponse à des sénateurs lors d'une plénière au Conseil de la nation, consacrée à la présentation, suivie de débat et de réponses, du projet de loi de finances rectificative 2023 (PLFR-2023).

[POUVOIR D'ACHAT, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET INVESTISSEMENT / PLFR-2023 : Pour une transition budgétaire appropriée](#)

Détaillant le texte régissant le Projet de loi de finances rectificative pour l'exercice 2023 devant les membres du Conseil de la nation, lors d'une plénière organisée au Conseil de la nation et présidée par son président, Salah Goudjil, le ministre des Finances, Laaziz Faid, a indiqué que ce texte avait pour objectif de «prendre en charge les dépenses induites par les mesures prises par les pouvoirs publics pour préserver le pouvoir d'achat des ménages, renforcer la sécurité alimentaire et appuyer le programme d'investissement public dans certaines wilayas ».



[Un Conseil des ministres en cours : L'examen de l'avant-projet de loi de finances 2024 a l'ordre du jour](#)

Le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, préside, ce mercredi, un Conseil des ministres consacré à l'examen de l'avant-projet de loi de la loi de finances pour 2024.

L'information est rapportée par les services de la communication à la présidence de la République, dans un communiqué rendu public ce début d'après-midi.



[Conseil des ministres: D'importantes décisions annoncées](#)

Le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, qui a présidé, ce mercredi, un conseil des ministres consacré à l'examen du projet de loi de finance, PLF, 2024, a pris d'importantes décisions de nature à renforcer le caractère social de l'Etat et à préserver le pouvoir d'achat du citoyen.



Sa mise en place est tributaire du parachèvement du processus de numérisation : «La réforme des subventions sur la table du gouvernement»

Le dossier portant révision du dispositif public des subventions est toujours sur la table du gouvernement, mais son aboutissement est tributaire du parachèvement du processus de numérisation du secteur des finances, a fait savoir hier le ministre des finances Laâziz Faïd.



Finances / Faïd : baisse de l'inflation depuis mai dernier

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé, à Alger, que le taux d'inflation en Algérie était en baisse depuis le mois de mai dernier, attribuant cela aux mesures prises par le gouvernement pour augmenter les capacités de l'offre des produits alimentaires et la régulation des prix.



250 000 nouvelles unités prévues dans la loi de Finances 2024: Un million de logements, l'engagement tenu du Président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et au débat du projet de loi de Finances pour l'exercice 2024.

مجلس الوزراء يصادق على مشروع قانون المالية لسنة 2024

صادق مجلس الوزراء خلال اجتماعه الذي ترأسه يوم الاربعاء رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، على مشروع قانون المالية لسنة 2024 والذي كرس أولوية الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين.

الجمارك الجزائرية تقوم بعمليات حجز نوعية على مستوى 4 موانئ

قامت الجمارك الجزائرية بعمليات حجز نوعية على مستوى اربعة (4) موانئ، بعد فحص دقيق لحاويات موضوعة تحت نظام الإيداع التلقائي، حسبما افاد به بيان للمديرية العامة للجمارك.



أكد أن القدرة الشرائية أولوية ضمن مشروع قانون المالية 2024.. الرئيس تبون:

لا ضرائب.. وتقليص الرسوم لخفض الأسعار

أمر رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، أمس، الحكومة بتسجيل إنجاز 250 ألف وحدة سكنية جديدة في مشروع قانون المالية 2024، وذلك تكملة لالتزامه بإنجاز مليون وحدة سكنية ما بين 2020-2024. كما أمر بإلغاء الضريبة على النشاط المهني وتعديل شرط ضمان الحصول على القروض، وتقليص الضريبة على القيمة المضافة إلى أقصى حد على إنتاج الدواجن، وعلى المواد الغذائية المستوردة بصفة عامة، مؤكداً أن مشروع قانون المالية لسنة 2024 خال من أي ضرائب جديدة تثقل كاهل المواطن.



رفع توصيات المتعاملين الأسبوع المقبل ولقاء ثان مع وزير المالية

كل التفاصيل عن تسهيلات الدولة المُنتظرة للمصدرين

بعد اجتماعهم بوزيري التجارة والنقل، لمناقشة إجراءات التصدير خارج المحروقات في الجزائر، يلتقي المصدرون يوم الثلاثاء المقبل بوزير المالية لعزیز فايد ومسؤولي قطاع الضرائب والجمارك والبنوك لبحث مختلف التسهيلات التي يمكن أن يستفيد منها هؤلاء في التحويلات المالية وإجراءات فتح شبكة بنوك جزائرية بالخارج.



عقب معاينة 73 حاوية بموانئ وهران وجيجل وبجاية ومستغانم

عمليات واسعة لحجز بضائع مستوردة بطرق احتيالية

نفذت الجمارك الجزائرية عمليات حجز نوعية على مستوى أربعة موانئ، بعد فحص دقيق لحاويات موضوعة تحت نظام الإيداع التلقائي، حسب ما أفاد به بيان للمديرية العامة للجمارك. وجاءت هذه العمليات، وفقا للمصدر، تنفيذا لتعليمات اللواء المدير العام للجمارك، وفي عمليات نوعية قادتها مصالح المفتشية العامة لمصالح الجمارك وإطارات مركزية من المديرية العامة للجمارك، تتعلق بالفحص الدقيق لحاويات موضوعة تحت نظام الإيداع التلقائي عبر موانئ كل من جيجل وبجاية، مستغانم ووهران.



الزيادات في الأجور .. رئيس الجمهورية يأمر

أسدى رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون اليوم تعليمات هامة خلال تراسه اجتماعا خاصا بدراسة ومناقشة مشروع قانون المالية لسنة 2024.



رئيس الجمهورية يأمر بتعديل شرط ضمان الحصول على القروض

أصدر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون تعليمات بتعديل شرط ضمان الحصول على القروض. وخلال رأسه إجتماعا لمجلس الوزراء، خصا بدراسة ومناقشة مشروع قانون المالية لسنة 2024، أمر الرئيس تبون بتعديل شرط ضمان الحصول على القروض ليشمل الأجزاء المشيدة وليس الأراضي.



إلغاء ضريبة الـ TVA على نشاط المهني

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون اليوم بإلغاء ضريبة القيمة المضافة على نشاط المهني. وخلال ترأسه إجتماع مجلس الوزراء المخصص لدراسة ومناقشة مشروع قانون المالية، لسنة 2024. أصدر عدد من التعليمات والامور الهامة.



تعليمات بتقليص الضريبة على القيمة المضافة إلى أقصى حد على إنتاج الدواجن والمواد الغذائية المستوردة بصفة عامة

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، اليوم الأربعاء، بتقليص الضريبة على القيمة المضافة (TVA) إلى أقصى حد خاصة على إنتاج الدواجن والمواد الغذائية المستوردة بصفة عامة.



الرئيس تبون يثمن تحسن مداخل الدولة رغم زيادة النفقات

ثمن رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، لدى ترؤسه إجتماعا لمجلس الوزراء اليوم الأربعاء، مختلف الإجراءات التي اتخذتها الحكومة، والتي أفضت إلى تحسن في مداخل الدولة رغم زيادة النفقات.



رئيس الجمهورية يأمر بتقليص وإلغاء ضرائب

أمر رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون بتقليص الضريبة على القيمة المضافة الى اقصى حد، خاصة بالنسبة لانتاج الدواجن والمواد الغذائية، بحسب بيان لرئاسة الجمهورية.



توجيهات الرئيس تبون بخصوص زيادات الأجور

أمر رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، بادراج الزيادات في الأجور التي تم إقرارها خلال اجتماعات سابقة لمجلس الوزراء، منذ العام 2022 بهدف الوصول إلى تنفيذ التزام الرئيس. ببلوغ زيادات تصل إلى 47 بالمائة في 2024.

MARCHANDISES IMPORTÉES
DE MANIÈRE FRAUDULEUSE

Importantes opérations de saisie de conteneurs



PHOTO: D. R.

Les Douanes algériennes ont mené d'importantes opérations de saisie au niveau de quatre ports, après un contrôle minutieux de conteneurs placés en entrepôt sous douane, selon un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD). «*En application des instructions du DG des douanes, ces opérations de qualité ont été menées par les services de l'Inspection générale des Douanes et des cadres centraux de la DGD, dans le cadre d'un contrôle minutieux de conteneurs placés en entrepôt temporaire sous douane au niveau des ports de Jijel, Béjaïa, Mostaganem et Oran*», précise-t-on de même source. Dans une première phase, «*73 conteneurs ont été contrôlés, renfermant d'importantes quantités de marchandises importées de manière frauduleuses*», lit-on dans le communiqué. «*Lors de l'ouverture des conteneurs, il a été constaté que ces quantités de*

marchandises non déclarées et destinées à la vente en l'état étaient cachées sous d'autres marchandises déclarées et placées à l'avant du conteneur, dans une tentative de dissimuler la fraude et d'échapper au contrôle douanier», ajoute la même source reprise hier par l'APS. L'opération de contrôle a été lancée par la DGD, en chargeant des cadres centraux de se déplacer aux ports pour effectuer des contrôles minutieux de conteneurs, en y associant les services douaniers opérationnels au niveau des bureaux douaniers concernés, après le lancement d'une enquête douanière menée en étroite coordination avec les dispositifs de sécurité et les services concernés. «*Toutes les marchandises non déclarées objet de la fraude ont été saisies, ainsi que celles déclarées et utilisées dans la dissimulation de la fraude, et ce conformément à la législation et à la réglementation douanière en*

vigueur», note le communiqué de la Direction générale des Douanes. L'opération se poursuit à travers les quatre ports susmentionnés et sera élargie aux autres ports et bureaux douaniers dans le cadre d'une large campagne de contrôle efficace à même de dévoiler et de réprimer ces pratiques illicites, selon la même source. La DGD a souligné, dans ce cadre, que de telles pratiques frauduleuses «*portent préjudice au Trésor public, suite au gaspillage et à l'épuisement d'importantes sommes en devises, en raison du recours, par les barons de la fraude et de la contrebande, à diverses méthodes frauduleuses pour importer des quantités importantes de marchandises inutiles par rapport aux produits de base indispensables au citoyen*».

R. N.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2024

Tebboune ordonne la construction de 250 000 nouveaux logements

● Le président de la République a affirmé que «la priorité» doit être accordée au maintien du pouvoir d'achat des citoyens ● Il a précisé que le PLF ne prévoit pas de nouvelles taxes.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et au débat du projet de loi de finances pour l'exercice 2024, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. Le Président a ordonné à cette occasion l'inscription de la construction de 250 000 logements, dont 100 000 unités de type logement social et 150 000 autres destinées à l'aide à l'habitat rural. Cette décision s'inscrit «dans le prolongement de l'engagement du président de la République de réaliser un million de logements entre 2020 et 2024», précise le communiqué rendu public à l'issue de la réunion. Intervenant, fin mai dernier, à la Télévision algérienne, le ministre de l'Habitat, Mohamed Tarek Belarbi, a souligné que les programmes réalisés entre 2020 et 2022 dans son secteur ont permis la distribution de plus de 920 000 logements, ajoutant que des efforts sont en cours pour atteindre 1 million de logements avant 2024. Quelque 700 000 logements, toutes formules confondues, sont actuellement en cours de réalisation, a-t-il précisé, rappelant que le programme tracé au titre de la loi de finances 2023 prévoyait 225 000 logements. Pour le Président, «la priorité» doit être accordée au maintien du pouvoir d'achat des citoyens, tout en tenant compte des équilibres financiers. Le président Tebboune a ainsi ordonné une «réduction au maximum» de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), en particulier pour la production de volailles et de produits alimentaires.



Le président Abdelmadjid Tebboune, hier, lors de la réunion du Conseil des ministres

Le PLF-2024 devra prévoir aussi, selon les instructions du chef de l'Etat, la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP).

LA CNR À L'ÉQUILIBRE

M. Tebboune a ordonné d'inclure dans le projet de loi les augmentations de salaires approuvées lors des précédentes réunions du Conseil des ministres, depuis 2022, afin de mettre «en œuvre l'engagement du Président de porter le taux d'augmentation des salaires à 47% à l'horizon 2024, tout en tenant compte de l'impact financier résultant de la révision des statuts particuliers des secteurs de la santé, de l'éducation et de l'enseignement supérieur», lit-on dans le communiqué. Le Président

s'est réjoui de la prise de mesures «qui ont conduit à une amélioration des recettes de l'Etat malgré l'augmentation des dépenses», compte tenu de l'impact financier résultant des augmentations de salaires et de l'exonération de la TVA récemment approuvées. Le Président souligne que le projet de loi de finances pour l'année 2024 est «exempt de tout nouvel impôt pesant sur le citoyen».

Le chef de l'Etat s'est dit satisfait de constater des indicateurs positifs qui aideront la Caisse nationale des retraites (CNR) à revenir progressivement à l'équilibre à partir de l'année en cours, «après l'augmentation du nombre de nouveaux emplois, ce qui a entraîné une augmentation du taux de déclara-

tions de travailleurs au niveau nationaux», note le communiqué. Pour le Président, il est impératif de «préserver le caractère social» de l'Etat tout «en stimulant les investissements». M. Tebboune a souligné la nécessité de «renforcer la volonté de réformes pour qu'elle soit globale et efficace dans différents secteurs». Il a insisté sur la nécessité d'«améliorer la rentabilité de la fiscalité», «en accélérant et en élargissant le système de numérisation, de manière à garantir la justice fiscale». L'autre question abordée par M. Tebboune a trait à la «mise à jour» du système comptable, à l'effet «d'assurer la cohérence et la transparence totale des transactions et des données financières». Nadir Iddir

PROJET DE LOI DE FINANCES

Pas de nouvelles taxes en 2024

Le projet de loi de finances 2024 est fin prêt. Il a été examiné hier mercredi en Conseil des ministres. Le texte ne comportera aucune nouvelle taxe et place le pouvoir d'achat au rang des priorités. Le projet de loi met l'accent sur la nécessité de hiérarchiser les dépenses en préservant la nature sociale de l'État. Parmi ses dispositions, la réduction de la TVA à ses plus bas niveaux, notamment pour les viandes blanches et la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle pour les artisans.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le projet de loi de finances 2024 a été au centre d'un Conseil des ministres. Sa philosophie repose sur la préservation de la nature sociale de l'État et la préservation du pouvoir d'achat, tout en préservant les équilibres financiers. Aucune nouvelle taxe n'est introduite, alors que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sera réduite à son plus bas niveau, notamment en ce qui concerne les viandes blanches et les produits de large consommation, mais également sur les produits importés.

Les artisans bénéficieront, quant à eux, de la suppression

de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP).

La loi de finances 2024 devra prendre en compte au moment de son élaboration, les décisions prises en faveur des augmentations de salaires pour atteindre les 47% prévus, tout en prenant en considération l'incidence financière qu'engendrera la révision des statuts particuliers des secteurs de la santé, de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Toujours dans le volet social, il est prévu la construction de 250 000 logements dont 100 000 sociaux et 150 000 ruraux. Au cours de ce même Conseil des ministres, le président de la



Photo : DIF

République a donné des instructions pour la révision des conditions d'octroi des crédits et s'est félicité des bons indicateurs enregistrés par la Caisse nationale des retraites (CNR) et son retour graduel vers un équilibre financier dès l'année en cours, après l'augmentation du nombre de recrutements et donc des cotisations au niveau

national. La loi de finances 2024 devra également prendre en compte le principe de hiérarchisation des projets, tout en boostant l'investissement.

Les réformes, a assuré le président de la République au cours de ce Conseil des ministres, devront toucher l'ensemble des secteurs selon une vision globale.

Des instructions ont enfin été données afin de mettre en avant les orientations économiques du pays qui puissent relancer la machine de la croissance, mais également pour l'amélioration de la rentabilité des impôts en élargissant la numérisation afin de garantir l'équité sociale.

N. I.

PERSPECTIVES 2023-2028 DU FMI

L'Algérie, 1^{re} économie en Afrique du Nord

Il faudra encore plusieurs années avant que l'Afrique atteigne le potentiel qu'elle recèle sur le plan économique, mais grâce à ses «locomotives», le continent gagne en progrès et franchit des étapes pour parvenir à une évolution significative en 2028 portée par une dizaine de pays, dont l'Algérie, selon les toutes dernières perspectives du FMI.

Le produit intérieur brut (PIB) cumulé des 54 pays de l'Afrique atteindrait 4 110 de dollars d'ici 5 ans, si l'on se fie aux perspectives du FMI, soit une croissance de plus de 38,5%. Il est dit par l'Institution Internationale que la croissance de l'économie africaine sera «significative» à cet horizon en premier lieu grâce, d'abord, aux performances du trio de pays constitué de l'Égypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud ainsi que les autres membres du Top 10 que sont l'Algérie, le Maroc, l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie et l'Angola. Des pays, il est vrai, dont l'économie a pris de l'ampleur, bien qu'étant encore loin de leur réel potentiel dans de nombreux secteurs d'activité qui pèsent sur leur PIB. Quoi qu'il en soit, nonobstant les ambitions affichées par chacun de ces pays sur le plan de l'investissement notamment, le paysage économique

de l'Afrique devrait subir une mutation dont les prémices sont déjà visibles et à l'arrivée, en 2028, les indicateurs font état du maintien de l'Égypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud sur le podium.

À court terme, à la fin de cette année, il est prédit par l'institution de Bretton Woods que l'Égypte sera en tête des économies africaines, avec un PIB de 398 milliards de dollars, au détriment du Nigeria qui, en raison de la dépréciation de sa monnaie (le Naira), verra son PIB se rétracter à 390 milliards de dollars. L'Afrique du Sud suivra juste derrière avec un PIB de 381 milliards de dollars à la fin de cette année avant d'hériter de la position de première économie africaine en 2024 avec un PIB attendu de 401 milliards de dollars, selon les projections du FMI qui, pour la même année 2024, voit le Nigeria et l'Égypte talonner le pays de Mandela avec un PIB respectif de 395 et 358 milliards de dollars. À l'issue de la même année, le PIB de l'Algérie sera de 239 milliards de dollars alors que pour la fin de cette année, il est attendu par le FMI qu'il atteigne 224 milliards de dollars. À ce titre, on rappellera que les autorités algériennes ont «corrigé» le PIB 2022 du pays, il y a quelques semaines, pour le situer à 233 milliards de dollars alors que le FMI l'évaluait à 187 milliards de dollars pour gagner le droit

d'être cité en tant que 4^e puissance économique du continent africain.

Les projections du FMI donnent le Nigeria, l'Égypte et l'Afrique du Sud en tête des économies africaines les plus puissantes jusqu'en 2028, avec des échanges de positions entre les trois pays en tête. Lors des cinq prochaines années, la croissance du Nigeria atteindra 40% en moyenne, avec un PIB de 682 milliards de dollars, la croissance de l'Égypte et de l'Afrique du Sud sera respectivement de 25 et 13%, soit 591 et 459 milliards de dollars en 2028. En revanche, la croissance la plus impressionnante devrait être enregistrée en Éthiopie entre 2022 et 2028, estime le FMI. La croissance du PIB durant cette période atteindrait 148%, passant de 120 milliards de dollars en 2022 à 298 milliards de dollars en 2028. Quant à l'autre région phare de l'activité économique du continent, l'Afrique du Nord, elle sera portée, d'ici 2028, par l'économie algérienne dont le PIB atteindra 263 milliards de dollars, le 5^e du continent cette année-là, avec une croissance moyenne de 35%. Viendra ensuite l'économie marocaine, avec une croissance de 49% pour un PIB de 195 milliards de dollars, selon les perspectives établies par le FMI pour la période s'étalant de 2023 à 2028.

Azedine Maktour

Faid présente le texte de loi de Finances rectificatives au Sénat

Les AE fixées à 1.651,91 mds de DA et les CP à 1.373,42 mds de DA

Le texte de loi de Finances rectificative pour l'exercice 2023 a été présenté, avant-hier mardi au Conseil de la nation, par le ministre des Finances Laaziz Faid.

Au titre des transferts de crédits opérés à partir de la dotation «crédits non assignés», les autorisations d'engagement (AE) sont fixées à 1.651,97 mds de DA et les crédits de paiements (CP) à 1.373,42 mds de DA.

En marge d'une plénière présidée par le président de l'institution, M. Salah Goudjil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, le ministre des Finances a indiqué que ce texte «prévoyait une hausse des recettes budgétaires de l'État de près de 13%, pour atteindre près de 9.000 milliards (mds) de DA, et une augmentation des dépenses à plus de 14.700 mds de DA (+6,7%)». Au titre des transferts de crédits opérés à partir de la dotation «crédits non assignés», les autorisations d'engagement (AE) sont fixées à 1.651,97 mds de DA et les crédits de paiements (CP) à 1.373,42 mds de DA. Le texte prévoit également une hausse des recettes exceptionnelles à 1.410 mds de DA, dont 848 mds de DA proviennent de Sonatrach et 400 mds de DA des dividendes de la

Banque d'Algérie. Le même texte prévoit, aussi, un excédent de 7,1 milliards USD dans la balance des paiements au titre de l'année en cours, contre 5,7 milliards USD prévus dans la loi de Finances 2023. Il prévoit également une hausse des exportations de biens, qui devraient atteindre en 2023 une valeur de 52,8 mds de dollars, soit une augmentation de 6,5 mds de dollars par rapport aux projections de la loi de Finances 2023, selon le ministre. Quant aux importations de biens, elles devraient atteindre 41,5 mds de dollars (+12,5%). S'agissant de la croissance économique, il est attendu en 2023 une croissance de 5,3%, contre 4,1% prévue dans la loi de Finances initiale pour 2023, tirée principalement par le secteur des hydrocarbures (+6,1%). La commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation a estimé, dans son rapport préliminaire, que les mesures prévues dans le texte de loi auront des effets positifs sur le cadre de vie des citoyens, soulignant que les moyens financiers publics avaient enregistré une «amélioration notable» dans leur équilibre interne, et ce, grâce aux décisions prises par l'État dans plusieurs domaines. Lors du débat, les sénateurs ont salué

les mesures adoptées pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens, insistant sur la nécessité de prendre d'autres mesures pour assurer la stabilité des prix des produits de large consommation. Dans ce cadre, le sénateur El Ghali Moumen (parti du FLN) a insisté sur la nécessité de «ralentir les importations et de prendre des mesures pour éradiquer le marché parallèle», tandis que la sénatrice Fayrouz Bouhouita Guermech (Sawt Echaab) a appelé à «l'adoption d'une stratégie efficace pour le contrôle des produits de large consommation». Le sénateur Omar Dadi Adoun (Tiers présidentiel) a, de son côté, appelé à baisser les taxes douanières sur les produits de large consommation afin d'assurer la stabilité de leurs prix. Le sénateur Omar Mabrouk Dridi (RND) a plaidé, pour sa part, pour une meilleure gestion des dépenses publiques «en veillant à ce que les projets soient achevés dans les délais et en accélérant le processus de numérisation du secteur». Son collègue Mohamed Boukrou (indépendants) s'est félicité des mesures prises pour augmenter le volume de stockage des céréales et assurer la sécurité alimentaire.

Djamila Sai

Tebboune préside un Conseil des ministres consacré au projet de loi de finances 2024



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier mercredi, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et au débat du projet de loi de finances

pour l'exercice 2024, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«M. Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, mi-

nistre de la Défense nationale, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et au débat du projet de loi de finances pour l'exercice 2024», précise le communiqué.

تبون يعلن عن تدابير هامة لدعم القدرة الشرائية في قانون المالية 2024

لا ضرائب جديدة ولا رسوم

• تسجيل إنجاز 250 ألف وحدة سكنية جديدة

أكد رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون على أولوية المحافظة على القدرة الشرائية للمواطنين بالأساليب المتاحة، مع الأخذ بعين الاعتبار التوازنات المالية، وأكد أن مشروع قانون المالية لسنة 2024 يأتي خالياً من أي ضرائب جديدة تثقل كاهل المواطن، وهذا خلال ترؤسه أمس الاجتماع الخاص لمجلس الوزراء، والذي تم فيه عرض ودراسة ومناقشة مشروع قانون المالية لسنة 2024.

إعطاء دفع لمجلة التنمية المحلية والوطنية. بالإضافة إلى تحسين مردودية الجباية، من خلال تسريع نظام الرقمنة وتوسيعه بشكل يجسد العدالة الاجتماعية الحقبة بين كل الفئات الخاضعة للضريبة. إلى جانب مراجعة النظام المحاسباتي وتحديثه مرحلياً بهدف تحقيق التناسق والشفافية التامة في المعاملات والمعطيات المالية. وقبيل اختتام اجتماع مجلس الوزراء والمصادقة على مشروع قانون المالية لسنة 2024، يضيف البيان، ثمن الرئيس تبون مختلف الإجراءات التي تم اتخاذها، والتي أفضت إلى تحسّن في مداخل الدولة رغم زيادة النفقات، وهذا بالنظر إلى الأثر المالي المترتب عن الزيادات التي تم إقرارها مؤخراً في الرواتب والإعفاء من القيمة المضافة، ودعم القدرة الشرائية، مؤكداً أن مشروع قانون المالية لسنة 2024 يأتي خالياً من أي ضرائب جديدة تثقل كاهل المواطن.



تزهّر فضيل

• بعد عرض وزير المالية لمشروع القانون أمام مجلس الوزراء، أسدى الرئيس تبون تعليمات بإدراج الزيادات في الأجر التي تم إقرارها خلال اجتماعات سابقة لمجلس الوزراء، منذ العام 2022، بهدف الوصول إلى تنفيذ التزامه ببلوغ زيادات تصل إلى 47% في 2024، مع احتساب الأثر المالي المترتب عن مراجعة القوانين الأساسية لقطاعات الصحة والتربية والتعليم العالي.

تقليص الضريبة

على القيمة المضافة

إلى أقصى حد على إنتاج الدواجن وعلى المواد الغذائية المستوردة

في قطاع السكن، أمر تبون، حسب بيان لمجلس الوزراء، بتسجيل إنجاز 250 ألف وحدة سكنية جديدة، 100 ألف منها بصيغة السكن الاجتماعي الإيجاري و150 ألف بصيغة الإعانات الريفية، تكتمل لالتزامه بإنجاز مليون وحدة سكنية

على المواد الغذائية المستوردة بصفة عامة.

تحسين مردودية

الجبائية بتسريع نظام

الرقمنة وتوسيعه

لتجسيد العدالة

الاجتماعية الحقبة

وأسدى الرئيس توجيهات بترتيب أولويات الإنفاق العمومي، مع الحفاظ على الطابع الاجتماعي وتحفيز الاستثمار، مؤكداً على ضرورة تعزيز إرادة الإصلاح لتكون شاملة وشمولية في مختلف القطاعات، مع ضرورة إبراز التوجهات الاقتصادية العامة التي من شأنها

مما بين 2020-2024. وأمر، من جهة ثانية، بإلغاء الضريبة على النشاط المهني. كما أمر بتعديل شرط ضمان الحصول على القروض ليشمل الأجزاء المشيدة وليس الأراضي، وأبدى ارتياحه لتسجيل مؤشرات إيجابية تساعد صندوق التقاعد في العودة التدريجية إلى التوازن بدءاً من السنة الجارية، بعد زيادة عدد الوظائف الجديدة، ما أدى إلى ارتفاع معدل التصريح بالعمال وطنياً. في نفس السياق، أمر الرئيس كذلك بتقليص الضريبة على القيمة المضافة إلى أقصى حد على إنتاج الدواجن، كما أمر بأن يطبق نفس الإجراء

بضائع مستوردة بطرق احتيالية وسط سلع مصرح بها الجمارك تعلن الحرب على بارونات التهريب

● عملية نوعية شملت 4 موانئ ومعاينة دقيقة لـ 73 حاوية تكشف طرق الاحتيال

والمكاتب الجمركية، في حملة رقابة واسعة النطاق شرعت فيها المديرية العامة للجمارك وجندت لها كافة الوسائل المادية والبشرية، من أجل أعمال آليات الرقابة الناجعة والكفيلة بكشف هذه الممارسات غير المشروعة وقمعها، يضيف المصدر نفسه.

وذكر بيان المديرية العامة للجمارك أن "مثل هذه العمليات المعاينة من شأنها التسبب في إضرار فادح بحقوق الخزينة العمومية لما تسببه من هدر واستنزاف لمبالغ خيالية من العملة الصعبة، من خلال انتهاج شتى الأساليب الاحتيالية التي يعمد من خلالها بارونات الغش والتهريب إلى استيراد، مقابلها، كميات هائلة من البضائع التي لا جدوى من استيرادها مقارنة بالسلع الأساسية التي يحتاجها المواطن".

الغش والتهريب من المراقبة الجمركية". وأوضحت المديرية العامة للجمارك أن عملية الرقابة انطلقت من المديرية العامة للجمارك، بتكليف إدارات مركزية بالتنقل إلى الموانئ لإجراء عمليات الفحص الدقيق للحاويات، بإشراف المصالح الجمركية العملياتية على مستوى المكاتب الجمركية المعنية، وهذا على إثر تفعيل عنصر الاستعلام الجمركي والتسويق المحكم مع الأجهزة الأمنية والمصالح المعنية. وقد تم تبعا لذلك "حجز كل من البضائع محل الغش غير المصرح بها، وكذا البضائع المصرح بها التي استعملت لإخفاء الغش، وفقا لما ينص عليه التشريع والتنظيم الجمركيان الساري العمل بهما". وكشفت بيان الجمارك أن العملية "لازالت متواصلة عبر الموانئ الأربعة المذكورة لتشمل باقي الموانئ

● أعلنت مصالح الجمارك أنها تمكنت من إنجاز عمليات نوعية على مستوى 4 موانئ، بعد فحص دقيق لحاويات موضوعة تحت نظام الإيداع التلقائي، وهذا إثر معاينة 73 حاوية كمرحلة أولى. وحسب ما أورده بيان للمديرية العامة للجمارك أمس، فإن هذه العمليات جاءت تنفيذا لتعليمات اللواء المدير العام للجمارك، وأنجزتها مصالح المفتشية العامة لمصالح الجمارك وإدارات مركزية من المديرية العامة للجمارك، تتعلق بالفحص الدقيق لحاويات موضوعة تحت نظام الإيداع التلقائي عبر موانئ كل من جيجل ويجاية مستغانم ووهران.

وكمحلة أولى، تم معاينة 73 حاوية تضم بداخلها كميات معتبرة من البضائع المختلفة تم استيرادها بطرق احتيالية، إذ تبين لدى فتح الحاويات، يضيف البيان، "وجود هذه الكميات من البضائع غير المصرح بها والموجهة لإعادة البيع على حالتها، ممهدة ببضائع أخرى مصرح بها وموضوعة في واجهة الحاوية، في محاولة لإخفاء

تصنيف "أفريكان بيزنس"

خمسة بنوك جزائرية ضمن 100 أهم مؤسسة مصرفية إفريقية

• البنك الخارجي الجزائري في المرتبة التاسعة إفريقيا والوطني الجزائري عاشرًا

صنفت خمسة بنوك جزائرية ضمن ترتيب "توب 100" لأهم المؤسسات المصرفية المائة في القارة السمراء، حسب تقدير هيئة الأبحاث "أفريكان بيزنس"، ومؤسسة "بانكروز أماناك"، فضلًا عن مؤسسة "أناليك بنك فوكيوز موديز" المتخصصة في قطاع المال والأعمال. وقد جاء البنك الخارجي الجزائري في صدارة ترتيب البنوك الجزائرية ومصنفاً تاسعاً ضمن أكبر وأهم البنوك الإفريقية.

حفيظ صوابيلي

● تضمن ترتيب أهم البنوك الإفريقية المائة، وفقاً لمجموعة من المقاييس والمعايير، كلا من البنك الخارجي الجزائري والبنك الوطني الجزائري، فضلاً عن بنك الفلاحة والتنمية الريفية وبنك الخليج الجزائر والبنك الوطني الباريصي باريبيا الجزائر. وقد احتلت البنوك الخمسة الجزائرية مراتب متقدمة في "التوب 30" من مجموع ترتيب 100 مؤسسة مصرفية.

واعتمد التصنيف العام مقاييس، من بينها مستويات رأس المال، والأصول التي يحوزها البنك وصافي الأرباح، وأشارت الدراسة التقييمية أن آثار الحرب الروسية الأوكرانية والتعامل مع الديون واستعادة الزخم والانتعاش والديناميكية بعد كوفيد-19 أدت إلى خفض النمو في جميع أنحاء القارة الإفريقية إلى 3.8٪ في عام 2022، مقارنة بـ 74.8٪ في عام 2021. ومع ذلك، تواصل البنوك الكبيرة الازدهار على الرغم من التحديات المتصلة بالمنافسة الجديدة والتغيرات التكنولوجية، وتظل الجزائر إلى جانب جنوب إفريقيا، موطنًا لبنوك هامة.

وتظل مجموعة ستاندرد بنك الجنوب إفريقية تصدر المركز الأول في التصنيف لأكثر 100 بنك إفريقي في عام 2023، مع تقدم كبير على البنك الأهلي المصري الذي صنّف رقم 2 ومواطنه بنك مصر المصنّف رقم 3. ويصنّف استطلاع أفضل 100 بنك على أساس رأس مالها أو مواردها الخاصة، الذي يتكون من رأس المال + الاحتياطيات + الأرباح + حقوق الأقلية. وتقوم الهيئة بجمع البيانات من تقويم المصرفيين والأبحاث الداخلية في "أفريكان بيزنس"، بحيث تنشر البنوك أرقامها بالعملة المحلية ويقوم



الترتيب أو التصنيف، ويبلغ رأسمال البنك الخاص 226 مليون دولار وأصوله 2.228 مليار دولار، مقابل صافي أرباح 177 مليون دولار، وكان تصنيف البنك يقدر بـ 96 في ترتيب 2022.

"بنك ستاندر غروب" الجنوب

إفريقي في المقدمة

تصدر ترتيب أهم البنوك الإفريقية المؤسسة المصرفية الجنوب إفريقية "ستاندر بنك غروب"، التي بلغ رأسمالها الخاص 13.212 مليار دولار وأصولها 169.858 مليار دولار، بينما بلغ صافي أرباح البنك 2.320 مليار دولار، وقد حافظ البنك على ريادته، في تصنيفي 2022 و2023. بالمقابل، جاء "البنك الوطني المصري" في المرتبة الثانية إفريقيا، برأسمال خاص بلغ 7.276 مليار دولار وأصول 167.407 مليار دولار، بينما بلغ صافي الأرباح 957 مليون دولار، فيما جاء "بنك مصر" في المرتبة الثالثة برأسمال خاص بلغ 7.235 مليار دولار وأصول 118.316 مليار دولار وصافي أرباح 1.487 مليار دولار.

صدرت بـ 32.229 مليار دولار، وصافي أرباح بـ 336 مليون دولار، وقد تقدم البنك أيضاً برتبتين بعد أن احتل المرتبة 12 إفريقياً.

أما بنك الفلاحة والتنمية الريفية "بدر بنك"، فقد جاء في المرتبة 28 إفريقياً، متقدماً بمرتبة أيضاً، حيث حل في المرتبة 29 في تصنيف 2022، ويبلغ رأسمال البنك الخاص 1.102 مليار دولار، بينما قدرت أصول المؤسسة المصرفية حسب تقدير الهيئة 13.300 مليار دولار، بينما صافي الأرباح بلغ 52 مليون دولار.

بنكنا خاصان في التصنيف 100

وصنّف بنكان خاصان معتمدان في الجزائر، ضمن أهم البنوك الإفريقية المائة، حيث جاء في المرتبة 99، وقد دخل التصنيف في ترتيب 2023، بعد أن كان غائباً في تصنيف 2022، وقدر رأسمال الخاص للمؤسسة بـ 227 مليون دولار وأصولها 2.233 مليار دولار، بينما قدر صافي الأرباح بـ 35 مليون دولار.

أما البنك الوطني الباريصي باريبيا الجزائر، فقد جاء في المرتبة 100، خاتماً قائمة

فريق البحث بتحويلها إلى الدولار الأمريكي بأسعار الصرف السائدة في تاريخ النتائج (أو 31 ديسمبر، وبالتالي؛ فإن التغيرات في أسعار الصرف تؤثر على التصنيف العالمي، لذا تم استبعاد بعض البنوك التي تكون بياناتها قديمة أو غير موثوق بها.

البنكان الخارجي والوطني

الجزائري في "توب 10"

جاء البنك الخارجي الجزائري في المرتبة التاسعة، مسجلاً تقدماً بمرتبتين عن التصنيف السابق الخاص بسنة 2022، حيث صنّف البنك في المرتبة 11، و قدرت الموارد الخاصة أو الرأسمال الخاص بـ 3.627 مليار دولار، بينما بلغت أصول البنك 29.966 مليار دولار، بينما صافي الأرباح قدرت بـ 516 مليون دولار، علماً أن البنك الخارجي الجزائري يعد أهم مؤسسة مصرفية في الجزائر، ويصنّف من أكبر وأهم المؤسسات المصرفية في شمال إفريقيا. بالمقابل، جاء البنك الوطني الجزائري مصنفاً في الرتبة العاشرة إفريقياً، برأسمال خاص بلغ 2.991 مليار دولار وأصول

جسر بين البنوك والجامعات في إطار التريبة المالية انفتاح الجامعة على المحيط الخارجي للمساهمة في التنمية الاقتصادية

المالية في مختلف الأوساط بدءاً بالوسط الجامعي، حيث يعد انفتاح الجامعة على محيطها الخارجي، أحد العوامل التي تساهم في تحقيق التنمية الاقتصادية، فعندما تفتح الجامعة أبوابها للمجتمع المحلي والإقليمي والدولي، فإنها تصبح أكثر قدرة على فهم احتياجاته وتطوير الحلول المناسبة لها.

ويؤكد المختصون أن أهم مساهمات الجامعة في التنمية الاقتصادية تكمن في توفير الموارد البشرية المؤهلة، إذ تلعب الجامعة دوراً رئيسياً في إعداد الكوادر البشرية المؤهلة للعمل في مختلف القطاعات الاقتصادية.

وذكر المختصون أن هناك العديد من الطرق التي يمكن للجامعات من خلالها فتح أبوابها على محيطها الخارجي، على غرار إقامة شراكات مع الشركات والمؤسسات والبنوك من أجل إجراء البحوث المشتركة وتطوير التقنيات والمنتجات الجديدة، تقديم برامج تعليمية متصلة بسوق العمل تركز على المهارات والاحتياجات اللازمة لسوق العمل، وكذا تنظيم الأنشطة والفعاليات التي تفتح المجال للتواصل مع المجتمع المحلي والإقليمي والدولي.

ويشأن هذا الانفتاح، تبرم البنوك في الجزائر اتفاقيات مع الجامعات في إطار التعاون بين القطاعين العام والخاص. وتهدف هذه الاتفاقيات إلى تحقيق مجموعة من الأهداف، بدءاً بدعم البحث العلمي والابتكار من خلال توفير التمويل والدعم الفني من البنوك، بالإضافة إلى تطوير البرامج التعليمية من خلال استشارة الخبراء من البنوك في تطوير المناهج الدراسية والأنشطة التدريبية، وكذا توفير فرص التدريب العملي للطلاب في البنوك، ما يساعدهم على اكتساب الخبرة العملية وتطوير مهاراتهم المهنية.

ومن بين الأمثلة على الاتفاقيات بين البنوك والجامعات في الجزائر، اتفاقية بين البنك الوطني الجزائري وجامعة الجزائر 1، اتفاقية بين بنك التنمية المحلية وجامعة بومرداس، اتفاقية بين بنك الفلاحة والتنمية الريفية وجامعة قسنطينة 2، وغيرها من الاتفاقيات، وكلها تتضمن التعاون في مجال البحث العلمي والابتكار، وتطوير البرامج التعليمية، وتوفير فرص التدريب العملي للطلاب، مما يساهم في مصلحة التنمية الاقتصادية والاجتماعية للبلاد.

م. صوفيا

تختتم، اليوم الخميس، بجامعة قسنطينة، فعاليات الأبواب المفتوحة المندرجة ضمن أسبوع التريبة المالية، المنظم من طرف جمعية البنوك والمؤسسات المالية، التي جاءت بهدف نشر ثقافة التعاملات المالية في الوسط الجامعي.

استضافت جامعة الأمير عبد القادر للعلوم الإسلامية، منذ 22 أكتوبر الجاري، فعاليات الأبواب المفتوحة حول التريبة المالية شأنها شأن جامعة صالح بويينبر قسنطينة 3 وجامعة قسنطينة 2.

وجاء هذا الأسبوع، حسب تصريح حليم غوار مدير التشبيط التجاري على مستوى المجمع الجهوي للاستغلال التابع لبنك الفلاحة والتنمية الريفية بقسنطينة، لـ "الخبر"، من أجل تقديم شروحات وتوضيحات للمطلبة حول مختلف الخدمات التي تقدمها هذه المؤسسات المالية الوطنية، وما يتبعها من وسائل دفع كلاسكية وإلكترونية، ومختلف خطوط التمويل، سواء المتعلقة الأمر بتمويل قروض الاستغلال أو قروض الاستثمار، وأيضا خطوط التمويل في الصيغة الإسلامية والحسابات، وهذا في إطار تطبيق تعليمات الوزارة النوصية حول انفتاح الجامعة على محيطها الخارجي ومساهمتها في التنمية الاقتصادية والاجتماعية.

وأضاف المتحدث أن المساعي المستقبلية تهدف لنشر الشمول المالي، وتوسيع استعمال الوسائل الإلكترونية للمدفوع، ونشر الثقافة البنكية لدى جميع الفئات، مؤكداً أن مثل هذه الأسابيع الثقافية يتم برمجتها لفائدة تلاميذ المؤسسات التربوية في مختلف الأطوار التعليمية.

وتعتبر جمعية البنوك والمؤسسات المالية، حسب القائمين عليها، الهيئة الوطنية الممثلة قانوناً لجميع المؤسسات المصرفية بما فيها البنوك والمؤسسات المالية المتواجدة في الساحة المالية، وذلك بمقتضى أحكام قانون النقد والقرض الذي بموجبه تم تأسيس الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، لاصيها مادته 96. وتقوم الجمعية بإنشاء إطار للتشاور قصد تحديث القطاع المصرفي، تعزيز وتحسين تقنيات البنوك والمؤسسات المالية، وذلك بالقيام بدراسات مياشرة في جميع المسائل ذات الاهتمام المشترك.

وتسعى الجمعية، شأنها شأن البنوك، لنشر ثقافة التعاملات



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger